

ARRETE MUNICIPAL

Direction des Services Techniques
Dossier suivi par Michaël DAUBIES
m.daubies@cornebarrieu.fr

Déposé en Préfecture le :	Certifié Exécutoire le :	Publié ou Notifié le :
/	07/09/2022	08/09/2022

Objet : **SERVICES TECHNIQUES**
Commune de CORNEBARRIEU

Télécom – Adduction télécom

Rue Pierre Brossolette

TEC N°2022-127

Le Maire de la Ville de Cornebarrieu, Haute-Garonne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2211-1, L.2212-1 à L.2212-5 et L.2213-1 à L.2213-6,

Vu la loi n°89-413 du 22 juin 1989 relative au Code de la Voirie, et le décret n°89-631 du 4 septembre 1989,

Le Code de la Route, notamment les articles R.411-1 à R.411-32 et R.413-1 à R.413-16,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Pénal,

Vu l'Arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

CONSIDERANT que l'intérêt de la sécurité et de l'ordre public il y a lieu de compléter le présent arrêté,

ARRETE

Article 1 :

Des travaux de télécom – Adduction télécom vont être réalisés rue Pierre Brossolette par l'entreprise ETE RESEAUX pour le compte de Orange.

Les travaux occuperont le trottoir.

L'entreprise mettra en place la signalisation réglementaire afin d'assurer la sécurité des riverains et des usagers.

Stationnement interdit et gênant sauf entreprise chargée des travaux.

Article 2 :

Ces dispositions seront en vigueur du 05/09/2022 au 16/09/2022 de 09h00 à 16h00.

Article 3 :

L'accès aux propriétés riveraines et aux commerces, ainsi que l'écoulement des eaux pluviales devront être constamment assuré pendant toute la durée des travaux.

Article 4 :

Le présent arrêté sera affiché dans la Commune de CORNEBARRIEU, les services de Toulouse Métropole (Pôle Ouest), le Commandant de la Brigade de gendarmerie de Beauzelle, le Commandant du Service Départemental d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cornebarrieu, le 5 septembre 2022

Le Maire,

Alain TOPPAN



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente notification dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse, 68 rue Raymond IV, BP 7007, 31068 TOULOUSE CEDEX 07.